

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 2464

[C — 2007/00560]

**15 MAI 2007. — Loi sur l'Inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

### TITRE I<sup>er</sup>. — Disposition générale

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

### TITRE II. — L'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 2.** Dans la présente loi, on entend par :

1° « l'Inspection générale » : l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale;

2° « le membre du personnel » : le membre du personnel de l'Inspection générale;

3° « le Directeur général » : le Directeur général de la direction générale de l'appui et de la gestion de la police fédérale visée à l'article 102bis de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

4° « les services de police » : la police fédérale et les corps de la police locale;

5° « le Comité P » : le Comité permanent de contrôle des services de police.

#### CHAPITRE II. — Les autorités

**Art. 3.** L'Inspection générale est placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice qui fixent conjointement les principes généraux de son organisation, de son fonctionnement et de son administration générale et qui décident de la politique à mener.

La gestion quotidienne de l'Inspection générale est confiée au ministre de l'Intérieur. Lorsque le traitement de ces dossiers influence directement la direction générale de la police judiciaire, les services judiciaires ou la gestion de l'information, il y associe le ministre de la Justice conformément aux règles fixées par le Roi, sur proposition du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice.

#### CHAPITRE III. — Cadre organique

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** L'Inspection générale est composée :

1° de l'Inspecteur général;

2° d'Inspecteurs généraux adjoints;

3° de la Direction de l'Audit et de l'Inspection;

4° de la Direction des Enquêtes Individuelles;

5° de la Direction des Statuts;

6° de la Direction de la Politique Générale;

7° des postes déconcentrés.

Un poste déconcentré peut être mis en place par ressort de cour d'appel.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 2464

[C — 2007/00560]

**15 MEI 2007. — Wet op de Algemene Inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

### TITEL I. — Algemene bepaling

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

### TITEL II. — De algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Art. 2.** In deze wet wordt verstaan onder :

1° « de Algemene Inspectie » : de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie;

2° « het personeelslid » : het personeelslid van de Algemene Inspectie;

3° « de Directeur-generaal » : de Directeur-generaal van de Algemene directie van de ondersteuning en het beheer van de federale politie bedoeld in artikel 102bis van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

4° « de politiediensten » : de federale politie en de korpsen van de lokale politie;

5° « het Comité P » : het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten.

#### HOOFDSTUK II. — De overheden

**Art. 3.** De Algemene Inspectie staat onder het gezag van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie, die gezamenlijk de algemene principes inzake haar organisatie, haar werking en haar algemeen beheer vastleggen en die het te voeren beleid bepalen.

Het dagelijks beheer van de Algemene Inspectie wordt toegewezen aan de minister van Binnenlandse Zaken. Wanneer de behandeling van die dossiers de algemene directie van de gerechtelijke politie, de gerechtelijke diensten of het informatiebeheer rechtstreeks beïnvloedt, betreft hij daar de minister van Justitie bij, overeenkomstig de regels die door de Koning op voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie worden vastgesteld.

#### HOOFDSTUK III. — Personeelsformatie

**Art. 4. § 1.** De Algemene Inspectie is samengesteld uit :

1° de Inspecteur-generaal;

2° adjuncten-Inspecteur-generaal;

3° de Directie Audit en Inspectie;

4° de Directie Individuele Onderzoeken;

5° de Directie Statuten;

6° de Directie Algemeen Beleid;

7° gedeconcentreerde posten.

Een gedeconcentreerde post kan per ambtsgebied van het hof van beroep worden opgericht.

§ 2. L'Inspection générale est dirigée et organisée par l'Inspecteur général et les Inspecteurs généraux adjoints.

Le Roi, sur proposition du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice, détermine le cadre du personnel de l'Inspection générale.

§ 3. Le personnel de l'Inspection générale se compose des catégories du personnel suivantes :

1° des fonctionnaires de police issus de la police fédérale ou d'un corps de police locale;

2° des membres issus du cadre administratif et logistique de la police fédérale ou d'un corps de police locale.

Le cadre administratif et logistique du niveau A comprend notamment des fonctions de conseillers de politique générale dans les domaines de l'information et de la technologie de la communication, de la gestion des ressources humaines, juridique, de la gestion des finances et des moyens et la fonction de chercheur-conseiller.

L'Inspection générale peut se faire assister par du personnel administratif et des experts. Le cas échéant, ils sont engagés conformément aux règles de la mobilité.

L'Inspection générale est habilitée à recruter, moyennant l'accord du ministre de l'Intérieur, des personnes sous le régime d'un contrat de travail.

L'Inspection générale peut faire appel à la collaboration d'interprètes et de traducteurs.

Le Roi arrête les modalités de fonctionnement de l'Inspection générale.

#### CHAPITRE IV. — Missions

**Art. 5.** L'Inspection générale veille, en tant qu'organe de contrôle indépendant des services de police relevant du pouvoir exécutif, à optimiser le fonctionnement de la police fédérale et de la police locale, ainsi que de leurs composantes, dans le respect de la démocratie et de la protection des libertés et droits fondamentaux.

Les membres du personnel sont investis, sous l'autorité et la direction de l'Inspecteur général et des Inspecteurs généraux adjoints, de tâches relatives aux compétences attribuées à l'Inspection générale.

L'Inspection générale enquête sur le fonctionnement, les activités et les méthodes des services de police.

Elle vérifie en particulier l'application des lois, règlements, ordres, instructions et directives ainsi que des normes et standards. Elle participe à la définition, au respect et à l'actualisation de la déontologie policière. Elle examine régulièrement l'efficacité et l'efficience de la police fédérale et des corps de police locale, sans préjudice des procédures internes à ces services.

L'Inspection générale exerce ses compétences en matière d'évaluation du personnel et de formation.

**Art. 6.** L'Inspection générale agit, soit d'initiative, soit sur ordre du ministre de la Justice ou du ministre de l'Intérieur, soit à la demande des autorités judiciaires et administratives, plus particulièrement du bourgmestre dans la zone monocommunale ou du collège de police dans la zone pluricommunale, des gouverneurs de province et de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, des procureurs généraux, du procureur fédéral, des procureurs du Roi et du Conseil fédéral de police, chacun dans le cadre de ses compétences.

Le Commissaire général, ainsi que les directeurs généraux de la police fédérale peuvent demander une inspection ou un audit au sein de la police fédérale. Le chef de corps d'un corps de police locale peut agir de même pour son corps de police locale.

Sans préjudice des compétences de police judiciaire de ses membres, l'Inspection générale donne suite aux plaintes et dénonciations qu'elle reçoit.

**Art. 7.** L'Inspection générale assure la médiation requise à l'égard des plaintes qui concernent des faits qui ne constituent pas une infraction.

Lorsqu'un différend, survenu entre un citoyen et un membre des services de police à l'occasion de l'exercice d'une de ses missions, paraît pouvoir être aplani par une médiation, l'Inspection générale s'efforce de concilier les points de vue du plaignant et des services concernés. Il peut en être de même lorsqu'un différend de ce type survient entre les membres du personnel des services de police.

§ 2. De Algemene Inspectie staat onder leiding van en wordt georganiseerd door de Inspecteur-generaal en de adjuncten-Inspecteur-generaal.

De Koning stelt, op voorstel van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie, de personeelsformatie van de Algemene Inspectie vast.

§ 3. Het personeel van de Algemene Inspectie is samengesteld uit de volgende personeelscategorieën :

1° politieambtenaren afkomstig uit de federale politie of uit een korps van de lokale politie;

2° leden afkomstig uit het administratief en logistiek kader van de federale politie of van een korps van de lokale politie.

Het administratief en logistiek kader van niveau A omvat ondermeer ambten van adviseurs algemeen beleid in het domein van de informatie en communicatietechnologie, het human resources management, het juridische, het financiën- en het middelenbeheer en het ambt van vorser-raadgever.

De Algemene Inspectie kan zich laten bijstaan door administratief personeel en door deskundigen. In voorkomend geval worden zij aangevoren overeenkomstig de mobiliteitsregeling.

De Algemene Inspectie is gerechtigd om, mits het akkoord van de minister van Binnenlandse Zaken, personen aan te werven onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst.

De Algemene Inspectie kan beroep doen op tolken en vertalers.

De Koning bepaalt de werkingsregels van de Algemene Inspectie.

#### HOOFDSTUK IV. — Opdrachten

**Art. 5.** De Algemene Inspectie, als van de politiediensten onafhankelijk controleorgaan dat ressorteert onder de uitvoerende macht, waakt over het optimaliseren van het functioneren van de federale politie en de lokale politie evenals van hun componenten, en dit met respect voor de democratie en de bescherming van de fundamentele rechten en vrijheden.

De personeelsleden zijn, onder het gezag en de leiding van de Inspecteur-generaal en de adjuncten-Inspecteur-generaal, belast met taken met betrekking tot de bevoegdheden die aan de Algemene Inspectie zijn toegekend.

De Algemene Inspectie onderzoekt de werking, activiteiten en de werkwijzen van de politiediensten.

Zij gaat in het bijzonder de toepassing na van de wetten, verordeningen, bevelen, onderrichtingen en richtlijnen, alsook van de normen en standaarden. Zij neemt deel aan de definiëring, het naleven en de actualisering van de politionele deontologie. Zij onderzoekt regelmatig de efficiëntie en de doeltreffendheid van de federale politie en van de korpsen van de lokale politie, onverminderd de interne procedures van die diensten.

De Algemene Inspectie oefent haar bevoegdheden uit betreffende de evaluatie en de opleiding van het personeel.

**Art. 6.** De Algemene Inspectie handelt hetzij ambtshalve, hetzij op bevel van de minister van Justitie of van de minister van Binnenlandse Zaken, hetzij op verzoek van de gerechtelijke en bestuurlijke overheden, meer bepaald de burgemeester in de ééngemeentezone of het politiecölege in de meergemeentezone, de provinciegouverneurs en de gouverneur van het Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad, de procureurs-generaal, de federale procureur, de procureurs des Konings en de Federale Politieraad, ieder in het raam van hun bevoegdheden.

De Commissaris-generaal, evenals de directeurs-generaal van de federale politie kunnen om een inspectie of een audit in de federale politie verzoeken. De korpschef van een korps van de lokale politie kan dit eveneens doen voor zijn korps van de lokale politie.

Onverminderd de bevoegdheden van gerechtelijke politie van haar leden, geeft de Algemene Inspectie gevolg aan de klachten en aangiften die zij ontvangt.

**Art. 7.** Voor klachten betreffende feiten die geen misdrijf uitmaken, zorgt de Algemene Inspectie voor de vereiste bemiddeling.

Wanneer een geschil tussen een burger en een lid van de politiediensten, naar aanleiding van de uitvoering van één van zijn opdrachten, door bemiddeling kan worden bijgelegd, tracht de Algemene Inspectie de standpunten van de klager en van de betrokken diensten te verzoenen. Hetzelfde geldt wanneer een zodanig geschil tussen de personeelsleden van de politiediensten rijst.

La procédure de médiation nécessite l'accord de toutes les parties personnellement concernées par le différend et exclut, en cas d'issue favorable, toute autre procédure disciplinaire ou administrative basée sur ce différend.

#### CHAPITRE V. — *Du fonctionnement*

**Art. 8.** Pour l'accomplissement de leurs missions, les membres de l'Inspection générale possèdent un droit d'inspection général et permanent.

Ils peuvent librement entendre les personnes visées par l'article 5 et, après avoir avisé leur autorité responsable, pénétrer dans les lieux où ceux-ci exercent leurs fonctions. Ils peuvent consulter sur place, prendre copie, se faire communiquer et si nécessaire saisir tous documents, pièces ou objets utiles à leurs missions.

Les copies seront délivrées sans frais.

S'il s'avère que les documents, pièces et/ou objets concernent une information ou une instruction en cours, ils peuvent seulement se les faire procurer ou saisir avec l'accord du magistrat compétent.

Sauf en ce qui concerne ses devoirs judiciaires, l'Inspection générale soumet les résultats de ses missions au ministre de l'Intérieur et le cas échéant, au ministre de la Justice, à l'autorité ou à l'instance qui l'a saisie et, lorsque cette mission porte sur un corps de la police locale, également au bourgmestre dans la zone monocommunale ou au collègue de police dans la zone pluricommunale.

Si des faits de nature à entraîner une procédure disciplinaire sont constatés à l'occasion de l'exécution de ses missions, l'Inspection générale en donne connaissance à l'autorité disciplinaire compétente.

**Art. 9.** Les allocations de base relatives à l'Inspection générale sont regroupées dans une division organique distincte du budget de la police fédérale et du fonctionnement intégré.

#### CHAPITRE VI. — *Du personnel*

##### Section 1<sup>re</sup>. — La sélection des membres du personnel

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Tout candidat pour l'Inspection générale doit satisfaire aux conditions d'admission générales suivantes :

- 1° être Belge;
- 2° être de conduite irréprochable et répondre au profil exigé;
- 3° réussir les épreuves de sélection prévues et s'y classer en ordre utile.

§ 2. Le Roi fixe les conditions d'admission spécifiques à l'Inspection générale et la procédure de sélection pour les membres du personnel visés à l'article 4, § 3.

##### Section 2. — La désignation des membres du personnel

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le Roi fixe les conditions de nomination de l'Inspecteur général et des Inspecteurs généraux adjoints. La description des fonctions et les exigences de profil qui en découlent sont déterminés conjointement par les ministres de l'Intérieur et de la Justice.

L'Inspecteur général et les Inspecteurs généraux adjoints sont désignés à ces emplois par le Roi pour un terme de cinq ans renouvelable, sur proposition conjointe des ministres de la Justice et de l'Intérieur.

§ 2. Le Roi nomme les candidats à une fonction d'officier ou de niveau A. Les autres membres du personnel sont nommés par le ministre de l'Intérieur.

Ces nominations sont faites sur proposition de l'Inspecteur général après une période d'essai.

Le Roi détermine la procédure de nomination et les conditions d'exercice de la période d'essai.

§ 3. Lors de la désignation des fonctionnaires de police aux fonctions de l'Inspection générale, une répartition proportionnelle, en fonction des effectifs respectifs, est recherchée entre les membres du personnel issus de la police fédérale et ceux issus de la police locale.

De bemiddelingsprocedure vereist het akkoord van alle in het geschil persoonlijk betrokken partijen en sluit, bij gunstige afloop, alle andere met betrekking tot het geschil gevoerde tuchtrechtelijke of administratieve procedures uit.

#### HOOFDSTUK V. — *De werking*

**Art. 8.** Voor de uitvoering van hun opdrachten beschikken de leden van de Algemene Inspectie over een algemeen en permanent recht tot inspectie.

Zij kunnen de personen bedoeld in artikel 5 vrij horen en mogen, na hun bevoegde overheid ingelicht te hebben, de lokalen betreden waarin de betrokkenen hun ambt uitoefenen. Zij mogen ter plaatse alle documenten en voorwerpen die nuttig zijn voor hun opdrachten raadplegen, een kopie ervan maken, ze zich laten bezorgen en ze zo nodig in beslag nemen.

De kopieën worden kosteloos afgegeven.

Indien blijkt dat de documenten, stukken en/of voorwerpen betrekking hebben op een lopend opsporings- of gerechtelijk onderzoek, kunnen zij ze zich enkel laten bezorgen of in beslag nemen mits het akkoord van de bevoegde magistratuur.

Behalve voor wat de gerechtelijke opdrachten betreft, legt de Algemene Inspectie de resultaten van haar opdrachten voor aan de minister van Binnenlandse Zaken en in voorkomend geval aan de minister van Justitie, aan de overheid of de instantie die haar heeft gevast, en, wanneer de opdracht betrekking heeft op een korps van de lokale politie, tevens aan de burgemeester in de eëngemeentzone of aan het politiecollege in de meergemeentzone.

Wanneer, naar aanleiding van de uitoefening van haar opdrachten, feiten worden vastgesteld, die tot een tuchtprocedure aanleiding kunnen geven, geeft de Algemene Inspectie hiervan kennis aan de bevoegde tuchtrechtelijke overheid.

**Art. 9.** De basisallocaties met betrekking tot de Algemene Inspectie worden gehergroepeerd in een afzonderlijke organisatieafdeling van de begroting van de federale politie en van de geïntegreerde werking.

#### HOOFDSTUK VI. — *Het personeel*

##### Afdeling 1. — De selectie van de personeelsleden

**Art. 10.** § 1. Elke kandidaat voor de Algemene Inspectie moet voldoen aan de volgende Algemene toelatingsvoorwaarden :

- 1° Belg zijn;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn en beantwoorden aan het opgelegde profiel;
- 3° slagen in de voorziene selectieproeven en nuttig gerangschikt zijn.

§ 2. De Koning bepaalt de specifieke toelatingsvoorwaarden voor de Algemene Inspectie en de selectieprocedure voor de personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 3.

##### Afdeling 2. — De aanwijzing van de personeelsleden

**Art. 11.** § 1. De Koning bepaalt de benoemingsvoorwaarden voor de Inspecteur-generaal en de adjuncten-Inspecteur-generaal. De functiebeschrijving en de profielvereisten die eruit volgen, worden door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie gezamenlijk bepaald.

De Inspecteur-generaal en de adjuncten-Inspecteur-generaal worden door de Koning aangewezen voor hun ambt voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar, op gezamenlijke voordracht van de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken.

§ 2. De Koning benoemt de kandidaten voor een functie van officier of van niveau A. De andere personeelsleden worden benoemd door de minister van Binnenlandse Zaken.

Deze benoemingen worden na een proefperiode gedaan op voorstel van de Inspecteur-generaal.

De Koning bepaalt de benoemingsprocedure en de voorwaarden waaronder de proefperiode wordt uitgevoerd.

§ 3. Bij de toewijzing van de ambten bij de Algemene Inspectie aan de politieambtenaren, wordt, rekening houdend met de respectieve effectieven, een evenredige verdeling betracht tussen de personeelsleden komende uit de federale politie en die komende uit de lokale politie.

## Section 3. — La position juridique des membres du personnel

## Sous-section première. — Dispositions communes

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositions réglant le statut administratif et pécuniaire du personnel des Services publics fédéraux sont applicables à l'Inspecteur général et à l'Inspecteur général adjoint qui n'est pas membre du personnel des services de police. Son traitement ainsi que les règles relatives à sa situation à l'issue de son mandat sont déterminés par le Roi.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, première phrase, sont d'application à l'Inspecteur général et aux Inspecteurs généraux adjoints :

1° la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police;

2° la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police;

3° les positions administratives, les congés, les dispenses de service et les non-activités tels que déterminés en application du statut du personnel des services de police.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'Inspecteur général exerce son mandat conformément à la lettre de mission, déterminée conjointement par le ministre de l'Intérieur et par le ministre de la Justice, fixant les objectifs à atteindre et déterminant les moyens mis à sa disposition pour y parvenir. La lettre de mission est adaptée, par les mêmes autorités, en cas de modification essentielle des objectifs ou des moyens.

§ 2. Les règles relatives à l'évaluation de l'Inspecteur général et des Inspecteurs généraux adjoints, et celles relatives au renouvellement et à la fin de leur mandat sont déterminées par le statut du personnel des services de police.

Le président de la commission d'évaluation de l'Inspecteur général est désigné par le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice.

L'Inspecteur général préside la commission d'évaluation des Inspecteurs généraux adjoints.

Les deux membres assesseurs de chacune de ces commissions sont désignés par le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice.

§ 3. La situation du membre du personnel, à l'issue de son mandat d'Inspecteur général et d'Inspecteur général adjoint, est déterminée par le Roi.

## Sous-section 2. — Dispositions spécifiques relatives aux membres du personnel statutaire visés à l'article 4, § 3, 1° et 2°

**Art. 14.** Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les membres du personnel statutaires visés à l'article 4, § 3, 1° et 2°, restent soumis aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique de la police fédérale et de la police locale.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice définissent les instances qui remplacent celles de la police fédérale ou de la police locale pour l'application des lois et règlements relatifs au statut du personnel visé à l'article 4, § 3, 1° et 2°.

Le membre du personnel est évalué par une commission interne à l'Inspection générale dont les modalités sont fixées par le Roi. Ces modalités s'appliquent à tous les cas dans lesquels le membre du personnel doit être évalué, notamment dans le cadre de la carrière barémique, de la promotion par accession à un grade ou un cadre supérieur, la mobilité, la réaffectation et du brevet de direction.

**Art. 15.** Les membres du personnel de l'Inspection générale portent le titre de « Membre de l'Inspection générale » qui leur confère la capacité de procéder à tous les devoirs découlant de l'exécution de leurs missions vis-à-vis des personnes reprises à l'article 5, en ce compris les missions qui peuvent découler de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police, quels que soient leur grade et leur fonction.

**Art. 16.** La promotion par accession au grade supérieur peut également avoir lieu par la nomination à un emploi vacant d'officier supérieur à l'Inspection générale.

## Afdeling 3. — De rechtspositie van de personeelsleden

## Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

**Art. 12.** § 1. De bepalingen tot regeling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Federale Overheidsdiensten zijn van toepassing op de Inspecteur-generaal en de adjunct-Inspecteur-generaal die geen personeelslid is van de politiediensten. Zijn wedde evenals de regels met betrekking tot zijn toestand bij het beëindigen van zijn mandaat worden door de Koning bepaald.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste zin, zijn van toepassing op de Inspecteur-generaal en de adjuncten-Inspecteurs-generaal :

1° de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten;

2° de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten;

3° de administratieve standen, de verloven, de dienstvrijstellingen en de non-activiteiten zoals bepaald bij toepassing van het statuut van het personeel van de politiediensten.

**Art. 13.** § 1. De Inspecteur-generaal oefent zijn mandaat uit in overeenstemming met de opdrachtbrief, gezamenlijk vastgesteld door de minister van Binnenlandse Zaken en door de minister van Justitie, waarin de te bereiken doelstellingen en de daartoe te zijner beschikking gestelde middelen zijn vervat. De opdrachtbrief wordt aangepast, door dezelfde overheden, indien de doelstellingen of de middelen essentieel wijzigen.

§ 2. De bepalingen met betrekking tot de evaluatie van de Inspecteur-generaal en van de adjuncten-Inspecteur-generaal, de hernieuwing en het beëindigen van hun mandaat worden bepaald door het statuut van het personeel van de politiediensten.

De voorzitter van de evaluatiecommissie van de Inspecteur-generaal wordt aangewezen door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie.

De Inspecteur-generaal zit de evaluatiecommissie van de adjuncten-Inspecteur-generaal voor.

De twee leden bijzitters van elk van deze commissies worden aangeduid door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie.

§ 3. De toestand van het personeelslid, bij het beëindigen van zijn mandaat van Inspecteur-generaal en van adjunct-Inspecteur-generaal, wordt door de Koning bepaald.

## Onderafdeling 2. — Specifieke bepalingen met betrekking tot de statutaire personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 3, 1° en 2°

**Art. 14.** Behoudens de bepalingen voorzien in dit hoofdstuk, blijven de statutaire personeelsleden zoals bedoeld in artikel 4, § 3, 1° en 2°, onderworpen aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vaststellen van de leden van het operationeel kader of het administratief en logistiek kader van de federale politie en van de lokale politie.

De ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie definiëren de instanties die de overheden van de federale politie en van de lokale politie vervangen voor de toepassing van de wetten en reglementen betreffende het statuut van het personeel voorzien in artikel 4, § 3, 1° en 2°.

Het personeelslid wordt geëvalueerd door een commissie intern aan de Algemene Inspectie waarvan de modaliteiten door de Koning bepaald worden. Deze modaliteiten zijn van toepassing in alle gevallen dat het personeelslid dient te worden geëvalueerd, zo ondermeer in het raam van de baremische loopbaan, de graad- of kaderverhogingen, de mobiliteit, de herplaatsing en het directiebrevet.

**Art. 15.** De personeelsleden van de Algemene Inspectie dragen de titel van « Lid van de Algemene Inspectie » wat hen de bevoegdheid verleent tot het uitvoeren van alle plichten die voortvloeien uit het vervullen van hun opdrachten ten aanzien van de personen bepaald in artikel 5, hierin begrepen de opdrachten die kunnen voortvloeien uit de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten, wat ook hun graad en functie weze.

**Art. 16.** De bevordering door verhoging in graad kan ook geschieden door de benoeming in een vacante betrekking van hoger officier bij de Algemene Inspectie.

**Art. 17.** Pour la promotion par accession au grade supérieur au sein de l'Inspection générale, le membre de l'Inspection générale nommé au grade de commissaire de police qui, après cinq ans de service au sein de l'Inspection générale, a obtenu, dans le cadre du présent article, une dernière évaluation avec la mention « bon » émise par une commission instituée à cet effet au sein de l'Inspection générale par l'Inspecteur général, est dispensé de la condition visée à l'article 32, 3°, de la loi du 26 avril 2002 portant les éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police.

Après dix ans de service au sein de l'Inspection générale, le présent article est également d'application pour la promotion par accession au grade supérieur au sein des services de police. Le membre du personnel concerné bénéficie pendant deux ans de l'allocation de sélection prévue dans le statut du personnel des services de police.

La commission dont il est question au présent article est organisée par le Roi.

**Art. 18.** Pour la promotion par accession à un cadre supérieur au sein de l'Inspection générale, le membre de l'Inspection générale revêtu du grade d'Inspecteur principal qui, après cinq ans de service au sein de l'Inspection générale, a obtenu une dernière évaluation avec la mention « bon » émise dans le cadre du présent article par une commission instituée à cet effet par l'Inspecteur général au sein de l'Inspection générale, est dispensé des épreuves de sélection et de la formation visées aux articles 37 et 39 de la loi du 26 avril 2002 portant les éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police.

Après dix ans de service au sein de l'Inspection générale, le présent article est également d'application pour la promotion par accession au cadre supérieur au sein des services de police.

**Art. 19.** La commission visée à l'article 18 est organisée par le Roi.

**Art. 20.** Les dispenses visées aux articles 17 et 18 ne produisent leurs effets que pour autant qu'aucune évaluation ultérieure autre que « bon » n'intervienne. Dans ce cas, une nouvelle décision de la commission visée par ces articles s'impose.

Les années d'activité de service au sein de l'Inspection générale visées aux articles 17 et 18 comprennent uniquement celles qui correspondent à des prestations complètes au sein de l'Inspection générale pendant lesquelles le membre du personnel se trouve en activité de service, à l'exclusion des détachements et des mises à disposition.

**Art. 21.** A l'exception des fonctions à mandat, le membre du personnel candidat à une fonction à exercer dans le Royaume au sein des services de police et reconnu apte pour celle-ci, bénéficie de la priorité sur tous les autres candidats à cette fonction même si les autres candidats disposent d'une priorité accordée en vertu d'autres dispositions.

Cette priorité, d'une durée d'un an, prend cours le premier jour de la sixième année suivant le jour de la prestation de serment organisée par le Roi en vertu de l'article 11, § 2.

Une période de priorité de deux années est accordée pour bénéficier des conditions visées au présent article à partir du début de la onzième année suivant le jour de la prestation de serment organisée par le Roi en vertu de l'article 11, § 2.

**Art. 22.** Sans préjudice de l'application de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police, l'Inspecteur général peut, en tout temps, proposer au ministre de l'Intérieur de renvoyer un membre du personnel vers la police fédérale ou vers un corps de police locale s'il ne satisfait plus au prescrit de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et § 2 et ce, après accord du service vers lequel il sera renvoyé.

L'Inspecteur général peut, en cas de nécessité, prendre des mesures provisoires immédiates d'éloignement de l'intéressé afin de préserver le bon fonctionnement de l'Inspection générale.

Le renvoi des officiers et des membres du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A, se fait par le Roi.

Le Roi règle les modalités du renvoi.

**Art. 23.** Les articles 21 et 22 ne sont pas applicables aux membres du personnel d'un service de police qui sont désignés pour une fonction à attribuer par mandat à l'Inspection générale aussi longtemps qu'ils exercent ce mandat.

**Art. 17.** Voor de bevordering door verhoging in graad binnen de Algemene Inspectie, wordt het lid van de Algemene Inspectie, benoemd in de graad van commissaris van politie, dat na vijf jaar dienst bij de Algemene Inspectie, een laatste evaluatie met de vermelding « goed » in het kader van dit artikel heeft verkregen vanwege een commissie door de Inspecteur-generaal met dit opzicht ingesteld binnen de Algemene Inspectie, vrijgesteld van de voorwaarde bedoeld in artikel 32, 3°, van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse bepalingen met betrekking tot de politiediensten.

Na tien jaar dienst bij de Algemene Inspectie is huidig artikel eveneens van toepassing voor de bevordering door verhoging in graad in de schoot van de politiediensten. Het betrokken personeelslid geniet gedurende twee jaar de selectietoelage zoals voorzien in het statuut van het personeel van de politiediensten.

De commissie waarvan sprake in dit artikel wordt georganiseerd door de Koning.

**Art. 18.** Voor de bevordering door overgang naar een hoger kader binnen de Algemene Inspectie, wordt het lid van de Algemene Inspectie, bekleed met de graad van hoofdinspecteur, dat na vijf jaar dienst bij de Algemene Inspectie, een laatste evaluatie met vermelding « goed » in het kader van dit artikel heeft verkregen vanwege een commissie met dit opzicht ingesteld binnen de Algemene Inspectie door de Inspecteur-generaal, vrijgesteld van de selectieproeven en de vorming bedoeld in de artikelen 37 en 39 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse bepalingen met betrekking tot de politiediensten.

Na tien jaar dienst bij de Algemene Inspectie is huidig artikel eveneens van toepassing voor de bevordering door overgang naar een hoger kader in de schoot van de politiediensten.

**Art. 19.** De commissie bedoeld in artikel 18 wordt georganiseerd door de Koning.

**Art. 20.** De vrijstellingen bedoeld in de artikelen 17 en 18 hebben slechts uitwerking voor zover er nadien geen evaluatie anders dan « goed » optreedt. In dit geval dringt een nieuwe beslissing van de in deze artikelen bedoelde commissie zich op.

De jaren dienstactiviteit bij de Algemene Inspectie bedoeld in de artikelen 17 en 18 behelzen enkel de periodes die overeenkomen met een voltijdse prestatie binnen de Algemene Inspectie en gedurende dewelke de personeelsleden zich in dienstactiviteit bevinden, met uitsluiting van detacheringen en terbeschikkingstellingen.

**Art. 21.** Het personeelslid dat kandidaat is voor een binnen het Rijk uit te oefenen betrekking in de politiediensten en hiervoor geschikt is bevonden, heeft met uitzondering van de mandaatfuncties voorrang op alle andere kandidaten voor die betrekking zelfs indien deze andere kandidaten een voorrang hebben, toegekend krachtens andere beschikkingen.

Deze voorrang, die één jaar geldig is, gaat in vanaf de eerste dag van het zesde jaar na de dag van de eedaflegging ingesteld door de Koning overeenkomstig artikel 11, § 2.

De voorrang bedoeld in dit artikel wordt gedurende een termijn van twee jaar toegekend vanaf het ingaan van het elfde jaar na de dag van de eedaflegging ingesteld door de Koning overeenkomstig artikel 11, § 2.

**Art. 22.** Onverminderd de toepassing van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten kan de Inspecteur-generaal te allen tijde aan de minister van Binnenlandse Zaken voorstellen een personeelslid terug te zenden naar de federale of de lokale politie wanneer dit personeelslid niet meer voldoet aan de bepalingen van artikel 10, § 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, en § 2 en dit na akkoord van de dienst naar waar het zal terug gezonden worden.

De Inspecteur-generaal kan indien nodig voorlopige maatregelen treffen tot verwijdering van betrokkene die onmiddellijk van toepassing zijn teneinde de goede werking van de Algemene Inspectie te vrijwaren.

Voor de officieren en de personeelsleden van het administratief en logistiek kader van niveau A geschiedt die terugzending door de Koning.

De Koning regelt de terugzendingsmodaliteiten.

**Art. 23.** De artikelen 21 en 22 zijn niet van toepassing op de personeelsleden van een politiedienst die voor een bij mandaat te begeben ambt in de Algemene Inspectie worden aangewezen zolang zij dit mandaat bekleden.

**Art. 24.** L'Inspection générale examine les plaintes qui lui sont adressées par ses anciens membres qui estiment avoir fait l'objet, au sein de leur nouveau corps, de mesures préjudiciables en raison des fonctions qu'ils ont remplies au sein de l'Inspection générale.

Sous-section 3. — Disposition spécifique relative aux membres du personnel contractuel visés à l'article 4, § 3, 2°

**Art. 25.** Les articles 14 et 22 sont d'application conforme aux membres du personnel visés à la présente sous-section.

Section 4. — De l'allocation des membres du personnel

**Art. 26.** A l'exception des membres du personnel désignés à l'Inspection générale pour une fonction à attribuer par mandat, les membres du personnel qui exercent effectivement une fonction au sein de l'Inspection générale bénéficient, à partir du premier jour du mois qui suit leur engagement, d'une allocation dont les conditions d'octroi et le montant sont déterminés par le Roi.

CHAPITRE VII. — *Responsabilité civile et assistance en justice*

**Art. 27.** Le chapitre V de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police est d'application aux membres du personnel de l'Inspection générale.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 28.** L'intitulé du titre V et les articles 143 à 149ter de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont abrogés.

**Art. 29.** Cette loi peut être citée comme « la Loi sur l'Inspection générale ».

**TITRE III. — Des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police**

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications à la loi du 5 août 1995 sur la fonction de police*

**Art. 30.** Dans l'article 47 de la loi du 5 août 1995 sur la fonction de la police, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« L'Etat est également responsable du dommage causé par les fonctionnaires de police et par les membres du cadre administratif et logistique, désignés à l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale, dans les fonctions auxquelles il les a employés comme les commettants, sont responsables du dommage causé par le fait de leurs préposés. ».

**Art. 31.** Dans l'article 50, alinéa 2, de la même loi, les mots « ou de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale » sont insérés entre les mots « la police fédérale, » et les mots « l'Etat ».

**Art. 32.** Dans l'article 52, § 5, alinéa 2, de la même loi les mots « ou de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale » sont insérés entre les mots « la police fédérale » et les mots « est à charge ».

**Art. 33.** A l'article 53 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, les mots « ou de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale » sont insérés entre les mots « la police fédérale, » et les mots « à charge » ;

2° le § 6 est complété comme suit :

« ou de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale ».

CHAPITRE II. — *Police intégrée*

**Art. 34.** Un article XII.VII.16sexies rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police :

« Art. XII.VII.16sexies. Les membres du personnel qui sont commissionnés au grade de commissaire divisionnaire de police en application de l'article XII.VII.26 sont nommés à ce grade à l'issue de la troisième année d'exercice de cette fonction et pour autant qu'ils aient fait l'objet d'une évaluation favorable. ».

**Art. 24.** De Algemene Inspectie onderzoekt de klachten die bij haar worden ingediend door haar gewezen leden die menen dat er, binnen hun nieuw korps, tegen hen nadelige maatregelen werden getroffen wegens de functies die ze in de schoot van de Algemene Inspectie hebben vervuld.

Onderafdeling 3. — Specifieke bepaling met betrekking tot de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 3, 2°

**Art. 25.** De artikelen 14 en 22 zijn van overeenkomstige toepassing op de in deze onderafdeling bedoelde personeelsleden.

Afdeling 4. — De toelage van de personeelsleden

**Art. 26.** Met uitzondering van de personeelsleden die voor een bij mandaat te bevestigen ambt bij de Algemene Inspectie worden aangewezen, verkrijgen de personeelsleden die effectief een functie uitoefenen binnen de Algemene Inspectie vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de aanwerving, een toelage waarvan de toekenningsvoorwaarden en het bedrag door de Koning worden bepaald.

HOOFDSTUK VII. — *Burgerlijke aansprakelijkheid en rechtshulp*

**Art. 27.** Hoofdstuk V van de wet van 5 augustus 1992 op het politiebambt is van toepassing op de personeelsleden van de Algemene Inspectie.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 28.** Het opschrift van titel V en de artikelen 143 tot 149ter van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden opgeheven.

**Art. 29.** Deze wet mag worden geciteerd als « Wet op de Algemene Inspectie ».

**TITEL III. — Diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten**

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van de wet van 5 augustus 1992 op het politiebambt*

**Art. 30.** In artikel 47 van de wet van 5 augustus 1992 op het politiebambt, wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De Staat is eveneens aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door de politiebambtenaren en de leden van het administratief en logistiek kader, aangeduid bij de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie, in de functies waarin hij hen heeft aangewezen, net als de aanstellers aansprakelijk zijn voor de schade aangericht door toedoen van hun aangestelden. ».

**Art. 31.** In artikel 50, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « of van de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie » ingevoegd tussen de woorden « de federale politie » en het woord « betreft ».

**Art. 32.** In artikel 52, § 5, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « of van de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie » ingevoegd tussen de woorden « de federale politie » en de woorden « komt ten laste ».

**Art. 33.** In artikel 53 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden « of van de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie » ingevoegd tussen de woorden « de federale politie » en de woorden « ten laste » ;

2° § 6 wordt aangevuld als volgt :

« of van de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie ».

HOOFDSTUK II. — *Geïntegreerde politie*

**Art. 34.** In het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, wordt een artikel XII.VII.16sexies ingevoegd, luidende :

« Art. XII.VII.16sexies. De personeelsleden die bij toepassing van artikel XII.VII.26 zijn aangesteld in de graad van hoofdcommissaris van politie worden benoemd in deze graad, na afloop van het derde jaar dat deze functie wordt uitgeoefend en voor zover zij een gunstige evaluatie krijgen. ».

**Art. 35.** A l'article 33 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, les mots « au commissaire de police qui est désigné par application de l'article 247 de la loi, quelle que soit la catégorie de mandats visés à l'article 67, pour un mandat après la fin de la troisième année d'exercice de ce mandat et à la condition qu'il n'ait pas fait l'objet d'une évaluation défavorable » sont remplacés par les mots « qui est désigné à un mandat d'officier supérieur ».

**Art. 36.** Un article 135<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 135<sup>ter</sup>. Par dérogation à l'article 33, la promotion au grade de commissaire divisionnaire de police est accordée :

- aux membres du personnel qui sont désignés à un mandat visé à l'article 66 ou à un mandat d'officier de liaison en Belgique dans un service de gestion près d'un ministre fédéral ou secrétaire d'Etat, ou à l'étranger, ou de représentant de police belge à l'étranger, après la fin de la troisième année de ce mandat et pour autant qu'ils aient reçu une évaluation portant la mention « bon » en ce qui concerne leur fonctionnement au cours des trois premières années révolues de leur mandat;

- aux membres du personnel qui soit :

1° sont désignés à un emploi de commissaire divisionnaire de police en application de l'article XII.VI.9 ou de l'article XII.VI.9<sup>bis</sup> de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et qui sont commissionnés, en application de l'article XII.VII.25 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, dans ce grade depuis au moins trois ans, s'ils ont fait l'objet d'une évaluation favorable;

2° ont été nommés avant le 29 juillet 2005 à un emploi de commissaire auditeur au sein du Service d'enquêtes P en application de l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignement et de l'organe de coordination pour l'analyse de la menace et qui sont commissionnés en application de l'article 20, alinéa 6, de la même loi, dans ce grade depuis au moins trois ans, s'ils ont fait l'objet d'une évaluation favorable. ».

**Art. 37.** Un article 135<sup>quater</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 135<sup>quater</sup>. Le membre du personnel qui a été nommé au grade de commissaire de police ou de commissaire de police de première classe le 1<sup>er</sup> avril 2001 et qui, avant cette date, a été désigné à un emploi qui a été qualifié de mandat par le Roi est nommé au grade de commissaire divisionnaire de police à l'issue de la troisième année d'exercice de cet emploi, s'il a fait l'objet d'une évaluation favorable. ».

### CHAPITRE III. — Police aéronautique

**Art. 38.** Un article 212<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux :

« Art. 212<sup>bis</sup>. Le Roi détermine les règles d'insertion statutaire des membres du personnel de l'ancienne police aéronautique pour leur passage entre le 1<sup>er</sup> mars 1999 et le 31 mars 2001, à leur demande, dans le corps opérationnel de l'ancienne gendarmerie. ».

### CHAPITRE IV. — Inspection générale et comité permanent P

**Art. 39.** Les membres policiers en fonction à l'Inspection générale ou au sein du Service d'enquêtes du Comité permanent P à la date de la mise en vigueur de la présente loi sont assimilés aux titulaires du brevet d'enquêteur délivré à l'issue de la formation fonctionnelle en police judiciaire visé aux points 1.1., 1.1.1., 1.1.2. et 1.1.3. de l'annexe de l'arrêté royal du 3 décembre 2005 relatif aux formations fonctionnelles des membres du personnel des services de police.

**Art. 35.** In artikel 33 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, worden de woorden « aan de commissaris van politie die wordt aangewezen met toepassing van artikel 247 van de wet ongeacht de categorie van mandaten bedoeld in artikel 67, voor een mandaat na afloop van het derde jaar dat hij dit mandaat uitoefent en indien hij geen ongunstige evaluatie kreeg » vervangen door de woorden « die wordt aangewezen voor een mandaat van hoger officier ».

**Art. 36.** In dezelfde wet wordt een artikel 135<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 135<sup>ter</sup>. In afwijking van artikel 33, wordt de bevordering in de graad van hoofdcommissaris van politie verleend aan :

- de personeelsleden die worden aangewezen voor een in artikel 66 bepaald mandaat of voor een mandaat van verbindingsofficier in België binnen de beleidsel van een federaal minister of staatssecretaris; of in het buitenland, of van Belgische politievertegenwoordigers in het buitenland, na afloop van het derde jaar van dat mandaat en voor zover zij een evaluatie met vermelding « goed » krijgen met betrekking tot hun functioneren gedurende de eerste volle drie jaren van hun mandaat;

- de personeelsleden die hetzij :

1° aangewezen zijn voor een betrekking van hoofdcommissaris van politie in toepassing van artikel XII.VI.9 of artikel XII.VI.9<sup>bis</sup> van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en die, in toepassing van artikel XII.VII.25 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten reeds ten minste drie jaar in die graad zijn aangesteld, indien zij een gunstige evaluatie hebben gekregen;

2° vóór 29 juli 2005 zijn benoemd in een betrekking van commissaris-auditor bij de Dienst Enquêtes P in toepassing van artikel 20, eerste lid, van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse en die in toepassing van artikel 20, zesde lid, van dezelfde wet reeds ten minste drie jaar in die graad zijn aangesteld, indien zij een gunstige evaluatie hebben gekregen. ».

**Art. 37.** In dezelfde wet wordt een artikel 135<sup>quater</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 135<sup>quater</sup> : Het personeelslid dat werd benoemd in de graad van commissaris van politie of van commissaris van politie eerste klasse op 1 april 2001 en dat vóór deze datum werd aangewezen voor een betrekking die door de Koning als mandaat werd gekwalificeerd, wordt benoemd in de graad van hoofdcommissaris van politie na afloop van het derde jaar dat het deze betrekking uitoefent, indien het een gunstige evaluatie heeft gekregen. ».

### HOOFDSTUK III. — Luchtvaartpolitie

**Art. 38.** In de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wordt een artikel 212<sup>bis</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 212<sup>bis</sup>. De Koning bepaalt de regels van de statutaire inschaling van de personeelsleden van de voormalige luchtvaartpolitie voor hun overgang tussen 1 maart 1999 en 31 maart 2001, op hun verzoek, naar het operationeel korps van de voormalige rijkswacht. ».

### HOOFDSTUK IV. — Algemene Inspectie en het Vast Comité P

**Art. 39.** De politiepersoneelsleden die op datum van het in voege treden van deze wet deel uitmaken van de Algemene Inspectie of van de Dienst Enquêtes van het Vast Comité P, worden gelijkgesteld met de titularissen van het brevet van onderzoeker dat bekomen wordt na de functionele opleiding in gerechtelijke politie zoals bedoeld in de punten 1.1., 1.1.1., 1.1.2. en 1.1.3. van de bijlage aan het koninklijk besluit van 3 december 2005 betreffende de functionele opleidingen van de personeelsleden van de politiediensten.

**TITRE IV. — Entrée en vigueur**

**Art. 40.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 36 et 37 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

—  
Note

Session 2006-2007.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Proposition de loi de M. Van der Maelen et consorts n° 51-2947/1. — Amendements n° 51-2947/2 et 3. — Rapport n° 51-2947/4. — Texte adopté par la commission (article 78 de la Constitution) n° 51-2947/5. — Texte adopté par la commission (article 77 de la Constitution) n° 51-2947/6. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat n° 51-2947/7.

Compte rendu intégral : 24 et 25 avril 2007.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat n° 3-2432/1. — Rapport n° 3-2432/2. — Décision de ne pas amender n° 3-2432/3.

Annales du Sénat : 26 avril 2007.

**TITEL IV. — Inwerkingtreding**

**Art. 40.** Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van de artikelen 36 en 37 die uitwerking hebben met ingang van 1 april 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat ze met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

—  
Nota

Zitting 2006-2007.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel van de heer Van der Maelen c.s. nr. 51-2947/1. — Amendementen nr. 51-2947/2 en 3. — Verslag nr. 51-2947/4. — Tekst aangenomen door de commissie (artikel 78 van de Grondwet) nr. 51-2947/5. — Tekst aangenomen door de commissie (artikel 77 van de Grondwet) nr. 51-2947/6. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat nr. 51-2947/7.

Integraal verslag : 24 en 25 april 2007.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat nr. 3-2432/1. — Verslag nr. 3-2432/2. — Beslissing om niet te amenderen nr. 3-2432/3.

Handelingen van de Senaat : 26 april 2007.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

F. 2007 — 2465

[C — 2007/00621]

**8 JUIN 2007. — Arrêté ministériel déterminant le modèle et l'emblème des tenues de travail des agents de gardiennage**

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, notamment l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et alinéa 2, modifié par la loi du 7 mai 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 avril 2007;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 26 avril 2007;

Vu l'avis 42.929/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 mai 2007 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> la loi : la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière;

2<sup>o</sup> la tenue de travail : la tenue de travail telle que visée à l'article 8, § 1, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

N. 2007 — 2465

[C — 2007/00621]

**8 JUNI 2007. — Ministerieel besluit tot bepaling van het model van de werkkleding en het embleem van bewakingsagenten**

De Minister van Binnenlandse zaken,

Gelet op de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, inzonderheid artikel 8, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup> en tweede lid, gewijzigd bij de wet van 7 mei 2004;

Gezien het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 april 2007;

Gezien het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 26 april 2007;

Gelet op het advies 42.929/2 van de Raad van State, gegeven op 22 mei 2007 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> de wet : de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private veiligheid;

2<sup>o</sup> de werkkleding : de werkkleding, zoals bedoeld in artikel 8, § 1, eerste lid, van de wet;